



Syndicat National des Personnels
de l'Éducation et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire
Secrétariat Régional Grand Centre

CTIR Grand Centre du 7 juillet 2017

Déclaration préliminaire de la délégation SNPES-PJJ/FSU

Monsieur le Président,

Le CTIR que vous convoquez ce vendredi 7 juillet 2017 est le premier que l'administration convoque depuis un an dans notre inter-région.

Il se tient dans un contexte marqué par la fin de la longue et pénible séquence électorale présidentielle et législative que vient de connaître notre pays.

Cette période a été marquée par une véritable course à celui qui serait le plus sécuritaire, le plus libéral et le plus « fonctionnaire bashing ». Alors que les citoyens, les demandeurs d'emploi, les travailleurs de ce pays du privé comme du public, la jeunesse, attendaient un débat constructif, porteur de propositions permettant de renouer avec un projet de société plus juste, plus écologique et plus démocratique, le résultat est pour le moins décevant.

Si "la bête immonde" FN a été battue dans les urnes, "le ventre dont elle a surgi est encore fécond" comme le disait Bertolt Brecht. Le bilan des gouvernements successifs de droite comme du PS ont laissé le pays à genoux: chômage de masse, montée de la pauvreté, traitement inique des migrants, pays sous état d'urgence, justice sinistrée, services publics menacés,... c'est tout cela qui favorise la désespérance.

Le projet libéral de « la République en Marche » porté par le Président Emmanuel Macron, a été confirmé cette semaine lors du discours présidentiel devant le Parlement à Versailles ou par son Premier Ministre « Les Républicains », Edouard Philippe, devant l'Assemblée Nationale le lendemain. Il est porteur de tous les dangers pour la grande majorité de nos concitoyens, à commencer par ceux des milieux populaires et ne répondra pas aux défis du temps.

Les premiers chantiers annoncés: approfondissement du dé-tricotage du droit du travail dans la continuité de la loi El Khomri, attaques contre le pouvoir d'achat des fonctionnaires par le gel du point d'indice, par le rétablissement du jour de carence, par la réduction du nombre d'emplois dans les Fonctions publiques, un gel voir une réduction des budgets de fonctionnement,... constituent une belle continuité avec les politiques libérales des

gouvernements Sarkozy et Hollande/Macron.

Le nouveau pouvoir, auréolé de sa piètre victoire électorale, si on se réfère au taux d'abstention record, et faute d'opposition politique significative dans les hémicycles, veut passer en force.

Il évoque un renouvellement du dialogue social mais il va réformer par Ordonnances. Les salariés du public comme du privé ne sont pas dupes.

Dans notre champ professionnel, tous les dispositifs de Protection de l'Enfance ou de Soins sont engorgés et victimes de la rigueur budgétaire : PMI, ASE, Prévention, SAH,... Rigueur que le gouvernement veut approfondir.

Dans la Fonction Publique et plus spécifiquement dans notre direction, nous avons dénoncé le bilan calamiteux de l'ancien gouvernement Hollande/Valls: absence de réforme de l'Ordonnance de 1945, mise à mal du dispositif d'insertion, augmentation du nombre de CEF, absence d'amélioration des conditions de travail dans tous les services PJJ (UEMO, UEAJ ou EPE), maintien d'une précarité importante,...

Il n'y a pas de raison que cela s'améliore malheureusement en l'état, vu les premières annonces gouvernementales.

Dans notre région Grand Centre, ce même constat découle pour partie de la situation nationale et pour une autre part de l'incurie de la gestion régionale antérieure:

- PAE contraint, postes de titulaires non renouvelés, remplacés ici ou là par des personnels précaires à temps complet ou partiel.
- gel des budgets de fonctionnement.
- état inquiétant de l'immobilier de plusieurs établissements notamment de placement.
- baisse du parc automobile programmé sur 2 ans, incompatible avec nos missions d'intervention dans nos départements à dominante rurale.
- crise managériale dans plusieurs territoires comme en 58/89 ou dans le 28/45.
- conditions de travail dégradées dans les services,...

pour ne citer que le début d'un inventaire à la Prévert, propre à notre institution...

Sur le fond, dans les documents que vous proposez à la discussion pour le CTIR du 7 juillet, il n'y a rien pour les personnels sinon des mauvaises nouvelles que nous connaissons trop bien pour les vivre au quotidien dans nos services. Ou alors des déclarations de bonnes intentions sur les Risques Psycho-Sociaux qui resteront lettre morte, faute de moyens et de volonté pour trouver de vrais solutions.

Sur la forme, nous ne pouvons que constater une méconnaissance des conditions de préparation d'un CTIR :

- Une convocation à 10h qui empêche toute préparation le matin et obligerait les représentants à venir sur deux jours.

- un ordre du jour pléthorique qui empêchera un débat de fond.

Si nous apprécions à sa juste valeur le changement de ton de la DIR en direction des personnels et de leurs organisations professionnelles et la volonté affichée de rétablir un fonctionnement digne de ce nom du service RH DIR, le compte n'y est pas encore.

Le dialogue social que vous proposez n'est pas à la hauteur de l'enjeu pas plus que ce que propose le gouvernement n'est à la hauteur des enjeux, ni sur le fond ni sur la méthode.

C'est pourquoi, le SNPES-PJJ/FSU boycottera le CTIR du 7 juillet tout en restant ouvert à l'échange sur la base de propositions sérieuses et utiles aux agents de notre DIR sur la forme comme sur le fond.

La délégation SNPES-PJJ/FSU:

Philippe AYMARD, Eric SAENZ, Laurent TISSIER, Cédric SOLTANI, Françoise DUCROT
RAFFARD

<p>Courriel: srcentre.bourgogne.snpespjjfsu@gmail.com Correspondance: SNPES PJJ FSU 45 rue Parmentier 21000 DIJON site :http://srcentrebourgognes.wix.com/snpespjjfsugdcentre Téléphone: 06.74.78.52.92 (répondeur)</p>

